

# Condition sociale et enfance aujourd'hui

*Les répercussions des conditions sociales des familles sur la vie et le développement des enfants, sur leur santé ont toujours été une préoccupation pour Freinet et ses compagnons. Il dénonçait la misère sociale et la misère physiologique comme une des causes d'impuissance de notre école publique.*

*De la Charte de l'enfant adoptée par l'ICEM en 1957 jusqu'à la lutte pour la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant, en passant par les Perspectives de l'Éducation populaire, les militants de la pédagogie Freinet restent toujours profondément attachés à l'amélioration des conditions de vie de l'enfance.*

Or, nous savons aujourd'hui qu'aux États-Unis, « 20 % des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté et 10 % dans une pénurie extrême » (1). En Europe, la richesse nationale s'accroît régulièrement, le pouvoir d'achat et la protection sociale du plus grand nombre diminuent, le chômage et la précarité augmentent tandis que se gonflent les profits des entreprises, les revenus des capitaux, les patrimoines et fortunes d'une minorité (2). En Grande-Bretagne, pays montré en exemple par l'OCDE, un jeune de 18 ans sur deux seulement est, aujourd'hui, scolarisé, 1 500 000 enfants de moins de seize ans travaillent illégalement. Actuellement, un enfant sur trois y vit en dessous du seuil de pauvreté.

## Et dans l'hexagone ?

« Si, aux 3,5 millions de sans-emploi, on ajoute les exclus de toute sorte, cela fait [...] une population de près de six millions de personnes paupérisées, souvent localisées dans des cités-banlieues à la dérive, et dont la grande crainte est la marginalisation définitive. Trois millions d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue, avec moins de 60 francs par jour... » (3).

La parution de *L'État de l'enfance en France*, réalisé par l'Observatoire de l'enfance en France de la Fédération des pupilles de l'enseignement public, permet de prendre la mesure de la situation des enfants dans notre pays. Même si les auteurs reconnaissent l'insuffisance des données statistiques disponibles dans nombre de

domaines, ce livre n'en constitue pas moins un outil d'analyse qui rassemble pour la première fois un grand nombre d'informations éparées. C'est dire l'intérêt de ce livre pour nous enseignants dont les élèves vivent souvent de plein fouet les conséquences du libéralisme actuel :

\* 33 % d'augmentation du nombre d'enfants maltraités en 4 ans en France ! Bien sûr, les cas de maltraitance sont mieux connus qu'auparavant mais leur nombre augmente également de façon inquiétante et touche plus de 20 000 enfants par an. Les cas de violences physiques, négligences lourdes, cruauté mentale et abus sexuels augmentent tous même si c'est de façon inégale, les signalements des derniers s'accroissant.

\* Une banalisation de l'exploitation économique des enfants tolérée dans le cadre de l'apprentissage où « 59 % des apprentis travaillent plus de 40 heures par semaine, parfois jusqu'à 60 heures, en accomplissant des tâches de manœuvre » (4).

\* Le développement de la prostitution des mineurs. Celle-ci, particulièrement mal connue, toucherait plus de 3 000 enfants uniquement à Paris ! De plus en plus de jeunes (à peine 12 ans pour certains), surtout des garçons, seraient touchés par cette augmentation de la prostitution occasionnelle.

\* L'augmentation des actes de violence perpétrés par des jeunes y compris à l'école. Là aussi, l'inégalité devant la violence va de pair avec l'inégalité sociale.

\* L'inégalité persistante dans l'accès aux loisirs. « Près de 4 enfants sur 10 n'ont pas la possibilité de partir pendant les vacances et nombreux sont ceux qui ne peuvent avoir accès à des loisirs de qualité. » (5) Ceux qui partent, comme le reste de la population française d'ailleurs, partent de moins en moins longtemps. Les inégalités sociales marquent également les choix. Les séjours-découverte avec hébergement sont fréquentés par les enfants de milieux favorisés alors que les centres de

loisirs de proximité accueillent de plus en plus d'enfants des milieux les moins aisés socialement.

\* La santé, domaine dans lequel la France détient un triste record européen, celui du nombre de décès de moins de 25 ans (13 000 en 1993). De même, le taux de suicide des jeunes Français est plus élevé que chez tous nos voisins européens. Dans ce domaine, une attention toute particulière est à porter à un phénomène qui touche l'école de très près. Les exclusions des cantines pour non-paiement ou les retraits « volontaires » des enfants par les parents en difficulté se multiplient dangereusement. Il s'agit d'un problème grave de santé publique puisque la tendance à l'appauvrissement des familles risque d'entraîner une aggravation massive de l'état de santé des enfants et des jeunes.

Des tendances inquiétantes se manifestent donc en ce qui concerne l'évolution des conditions de vie des enfants et des jeunes aujourd'hui en France. Les exemples des autres pays industrialisés, dans lesquels la protection sociale est plus dégradée que chez nous, ne peuvent que renforcer notre inquiétude.

Se battre aujourd'hui pour réclamer le droit de l'enfant à se voir assurer la satisfaction de ses besoins vitaux de santé, d'alimentation, de logement, de vêtement est de toute évidence une priorité. Parallèlement, la promotion de la Convention internationale des droits de l'enfant est une arme extrêmement utile pour appuyer sur le droit notre exigence de justice sociale pour les jeunes qui nous sont confiés.

*J.-M. Fouquier*

- (1) *The New York Times*, 1<sup>er</sup> juin 1996.  
 (2) De Brie Christian, *Ajustement structurel pour l'Europe*, Manière de voir n° 32, novembre 1996.  
 (3) Ramonet Ignacio, *Une logique d'oppression*, Manière de voir n° 32, novembre 1996.  
 (4) *Enfant magazine* n° 19, 1994.  
 (5) Observatoire de l'enfance en France de la Fédération des PEP, *L'État de l'enfance en France*, Hachette, 1997.